

Mémoire présenté dans le cadre des audiences régionales de la Commission sur l'avenir  
de l'agriculture et l'agroalimentaire québécois

Comité de relance de la laiterie de l'Outaouais

Gatineau, 19 juin 2007

## **Composition du comité de relance de la laiterie de l'Outaouais**

La Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides  
Développement économique CLD Gatineau  
La Chambre de commerce de Gatineau  
La Coopérative des consommateurs de la laiterie de l'Outaouais  
La Coopérative des travailleurs actionnaire de la laiterie de l'Outaouais  
Les promoteurs Gérald Brisebois et Georges Émond  
De nombreux citoyens

## **Introduction**

L'industrie agroalimentaire est le lieu de rencontre de deux phénomènes contradictoires qui semblent pourtant être condamnés à s'apprivoiser. D'une part l'émergence de grandes concentrations qui permettent aux acteurs de faire face à une concurrence qui se mondialise et, d'autre part, l'émergence de milliers de projets locaux qui permettent d'occuper le territoire, de l'embellir, d'encourager la consommation de proximité et de façonner des identités locales fortes. La relance de la laiterie de l'Outaouais s'inscrit dans ce deuxième bloc.

## **Historique du projet**

En septembre 2006 l'entreprise Nutrinor annonçait que la laiterie Château fermerait ses portes après 63 ans de présence à Buckingham. La population affirmait perdre une institution, une source de fierté pour la région et un instrument de développement pour la région. Elle semblait prête à se mobiliser. Rapidement, un comité de relance a été constitué. Au même moment, de nombreuses voix se faisaient entendre quant à l'impossibilité de percer le marché, de la difficulté à avoir accès aux tablettes, au quasi-monopole d'Agropur dans la région, à la difficulté de trouver des laitiers, de rassembler du financement, etc. Si la population semblait vouloir se mobiliser, les sceptiques étaient nombreux.

Pourtant, les arguments pour la relance étaient légion :

Depuis des années, l'Outaouais a comme priorité de diversifier son économie, de développer la transformation dans le domaine agroalimentaire et de raffermir le sentiment d'appartenance à la région. Notre projet rejoignait ces trois priorités majeures. De plus, pour bon nombre de gens, il était inacceptable que tout le lait produit et consommé en Outaouais soit transformé ailleurs, ils voyaient cela comme une occasion ratée de créer des emplois chez nous et comme une source de pollution inutile.

Il faut ajouter que l'Outaouais est la dernière région en ce qui a trait à la production agroalimentaire au Québec, ce qui est inexplicable pour une région de plus de 350 000 habitants. Les dernières années ayant vu disparaître l'encan régional de l'UPA et la fromagerie de Plaisance, avec la disparition de Château, il ne reste que la Trappe à fromage comme outil de transformation agroalimentaire.

## **La laiterie de l'Outaouais**

Le projet mis sur la table par le comité de relance consistait d'abord en une laiterie qui transformerait la plus grande partie possible du lait consommé en Outaouais. Mais plus que cela, le comité affirmait vouloir en faire un instrument de développement régional en proposant des produits à valeur ajoutée qui seraient issus d'une collaboration intense avec les producteurs locaux. De plus, nous voulions que la laiterie joue un rôle de construction de l'identité de la région et de consolidation de son sentiment d'appartenance.

## **La réponse des institutions**

La première mobilisation a été celle des institutions et elle a été totale.  
Tout l'Outaouais était au rendez-vous :

Conférence régionale des élus  
Élus municipaux, provinciaux et fédéraux  
Plusieurs chambres de commerce  
Les caisses Desjardins  
Tous les syndicats  
Presque tous les CPE de la région  
Tous les ministères à vocation économique  
Etc.

Rapidement, le comité a pu amasser 60 000 \$ en ressources humaines et en argent pour assurer ses frais de fonctionnement.

## **La réponse du public**

Dès le début de la mobilisation, la Chambre de commerce de Gatineau a lancé un appel pour la création d'une Coopérative de consommateurs et, en trois semaines, plus de 400 personnes avaient donné 200 \$ de leur poche pour permettre à la Coopérative d'annoncer qu'elle pourrait rapidement investir 100 000 \$ dans la laiterie (le nombre de 500 membres a été atteint depuis).

Le 14 mai dernier, après que le comité ait assuré 80 % du financement du projet (1.8 millions), il a lancé ce qu'on pourrait appeler une pétition de consommateurs. Nous invitons les gens à inscrire sur notre site internet, leur nom, un numéro où les joindre ainsi que le nombre de litres de lait de la laiterie de l'Outaouais qu'ils prévoient consommer par semaine dès l'ouverture de la laiterie. Nous ne savions pas à quoi nous attendre, nous avons été prudents en annonçant un objectif d'appui de 200 000 litres en deux semaines, nous l'avons dépassé en deux jours. Après 23 jours de mobilisation, nous atteignons le million de litre, la moitié de nos prévisions de vente pour la première année. Au moment d'écrire ce mémoire, plus de 3 500 familles se sont inscrites sur le site. La valorisation des produits régionaux et le refus de l'Outaouais de n'être qu'une région de consommateurs alimentent les discussions des familles de l'Outaouais.

Le projet de relance suscite un tel engouement que tous les médias de la région s'y sont associés en offrant plus de 100 000 \$ en espace publicitaire (journaux, radio, panneaux d'autobus et publicité télé).

### **Le projet aujourd'hui**

Le coût du projet est de 2, 25 millions de dollars et il ne manque de 200 000 \$ pour compléter l'investissement nécessaire. La participation des acteurs se divisent comme suit :

Confirmé

Mise de fonds (promoteurs, travailleurs et consommateurs) 300 000 \$

Investisseurs locaux et régionaux (CLD Gatineau, SOLIDE et FIER) 400 000 \$

Institution financière (Banque Nationale) 1 050 000 \$

Entente de principe

Développement économique Canada et MDEIE : 300 000 \$

À venir

Capital de risque 200 000 \$, plusieurs groupes pourraient être intéressés.

### **Les étapes à venir**

Dès que la somme totale nécessaire sera rassemblée, nous procéderons à la construction d'une nouvelle usine et nous espérons débiter la production à la fin de l'année 2007 ou au début de 2008. La formule d'affaires assure la pérennité de l'entreprise à long terme par des intérêts régionaux (100 % du contrôle à la région), ainsi que le développement de produits à haute valeur ajoutée par des liens directs avec le monde agricole. L'usine aura la certification HACCP pour assurer une qualité de produit irréprochable et pour conquérir le marché ontarien.

Selon nous, l'avenir de la laiterie passe par une offre de produits aux saveurs de chez nous. Un lait biologique provenant de la MRC des Collines de l'Outaouais, un « vrai » lait Oméga 3 provenant des fermiers de la région qui s'affilieront à la laiterie de l'Outaouais et qui nourriront leurs vaches au lin ou lin biologique. Bref, les possibilités sont immenses pour une laiterie régionale qui diversifie sa production en fonction des saveurs de sa région. La qualité de nos produits et une relation directe avec le monde agricole sont deux variables non négligeable pour assurer le succès de la démarche.

Nous sommes conscients qu'il y a de grands défis qui nous attendent. On nous dit encore que l'accès aux tablettes ne sera pas facile, qu'elles ne sont pas élastiques et que pour faire entrer un produit il faut en sortir un autre. Par contre on nous dit aussi que la meilleure façon de s'assurer qu'un produit se retrouve sur les tablettes est que les clients le demandent. C'est sur cette dernière donnée que nous fondons notre espoir. Malgré cela, nous nous attaquons à un marché occupé par le géant Agropur, un géant qui a déjà commencé une offensive de marketing importante pour garder son monopole.

Depuis décembre dernier, plusieurs commerçants de la région n'ont presque plus que des produits d'Agropur sur leurs tablettes : Sealtest, Natrel et Québon. Cette réalité augmente le risque que nous courrons en démarrant une nouvelle laiterie. Pour y arriver quand même, nous faisons confiance aux commerçants de la région dans la « bataille pour les espaces tablettes ». D'une part, parce que le monopole n'est pas nécessairement bon pour eux non plus et, d'autre part, parce qu'ils ont aussi à cœur de développement de la région.

Dans ses activités publiques, notamment sur son site, le Comité de relance donnera une place de choix aux commerçants qui signeront des contrats pour des espaces tablettes avec la Laiterie de l'Outaouais. Nous voulons que ce projet soit signe de fierté pour tous et nous désirons souligner les engagements de chacun dans cette belle aventure qui permettra à l'Outaouais de développer son industrie agro-alimentaire régionale par des produits de chez nous.

Comme le ministre l'a proposé au début du mois, si les détaillants peuvent être encouragés à faire de la place aux produits locaux, nous en serions heureux. Dans tous les scénarios, nous pourrions être une force aider les petits producteurs locaux à se faire une place chez les détaillants et ainsi contribuer à assurer l'avenir de l'industrie agro-alimentaire au Québec en encourageant les initiatives régionales.

### **Notre proposition**

Une commission comme la vôtre est généralement l'occasion pour plusieurs groupes de déposer leur liste d'épicerie, remplie de solutions pour protéger ceci ou empêcher cela. Le comité de relance de la laiterie de l'Outaouais n'a pour l'instant qu'une seule demande à vous faire. Assurez-vous de suivre notre projet de près. Si une mobilisation régionale comme la nôtre ne permet pas à une région de se donner des outils pour encourager la consommation de proximité, pour valoriser ses produits locaux, pour façonner son identité, pour mieux occuper son territoire, c'est que le système a des failles.

Nous sommes convaincus que le soutien à des projets qui visent à reconstruire notre industrie agroalimentaire et à nous réappropriier les leviers de transformation aura des retombées intéressantes partout au Québec. La diversité des produits disponibles, la valorisation du terroir québécois, la production et la transformation à valeur ajoutée, l'avenir de l'agriculture au Québec passe certainement par des projets mobilisateurs comme celui qui mobilise tout l'Outaouais autour de sa laiterie.

Contacts :

Porte-parole du comité de relance : Maxime Pedneaud-Jobin 819 665 1382

Projet d'affaires : Yannick Bouchard 819 665 1401